

## REGARDS SUR L'EUROPE N° 12

### Viviane Teitelbaum, la militante

C'est dans son bureau d'échevine des finances et de la propreté d'Ixelles que me reçoit Viviane



Teitelbaum. Si son agenda est certainement surchargé en cette veille de rentrée, l'énergie qui se dégage de sa poignée de main donne déjà le ton de notre rencontre. Pas une petite joueuse, la madame !

Après des études de journalisme, de communication sociale à l'ULB et un Master en relations internationales, elle exerce quelques années dans la presse, notamment à "Regards", organe du centre communautaire laïc juif, puis comme free-lance dans diverses revues, tout en faisant des recherches et en publiant des ouvrages entre autres autour de la seconde guerre mondiale, de la Shoah et du travail de mémoire. Thématiques vécues de l'intérieur puisqu'elle compte dans sa famille un ancien enfant caché et un rescapé des camps.

Lorsqu'un jour on vient la chercher, elle accepte d'entrer en politique, au sein du MR, où elle va être

élue en 2004 à la région bruxelloise puis en 2006 à la commune.

#### **Pourquoi ce changement de cap ?**

Dès mon adolescence, j'ai eu envie de changer le monde et j'ai d'abord pensé que la plume était un bon outil mais la politique est aussi un moyen efficace, même si cela dépend des niveaux où on l'exerce et du camp - majorité ou opposition - où l'on se trouve. Je garde donc toujours cette volonté de faire bouger les choses.

#### **Et la cause des femmes ?**

Cela fait partie depuis longtemps de mes préoccupations et depuis que je suis dans le collège à Ixelles, j'ai pu réaliser des petits pas vers cette prise en compte dans ma commune. Ainsi j'ai pu introduire des femmes balayeuses dans les équipes propreté; mais surtout, j'ai institué la pratique des budgets "genrés", c'est-à-dire qui se préoccupent de répondre aux besoins de chaque sexe et qui vont bénéficier autant à l'un qu'à l'autre.

Dès qu'on a l'attention attirée sur cet aspect, on ne peut plus regarder la vie citoyenne autrement: la communication, les messages stéréotypés, l'éducation, tout doit être relu sous l'angle de l'égalité des genres.

#### **Ce fut difficile ?**

Il y a eu des résistances évidemment ! Il a d'abord fallu convaincre les politiques puis l'administration, mettre en place des formations mais ça marche. Voilà ce qu'amène cet outil : réfléchir et faire réfléchir autrement.

#### **Pourquoi à cette vie bien remplie avez-vous ajouté l'Europe ?**

En fait j'étais déjà sensibilisée à cette dimension. De manière indirecte, à travers le travail de mémoire puisque la Shoah s'est déroulée sur une grande partie du territoire européen et aussi par la lutte contre l'antisémitisme, qui est une dérive démocratique atteignant les différents pays d'Europe.

Dans les années 90, quand je n'avais pas encore d'engagement politique, j'étais militante au sein de la communauté juive pour éviter la montée de cet antisémitisme. Aujourd'hui je continue sous l'angle plus général de la défense des valeurs démocratiques.

Mais mon combat européen est surtout mené actuellement dans le mouvement des femmes, puisqu'en 2010, je deviens présidente du Conseil francophone des femmes et depuis 3 ans, du lobby européen des femmes.

### **Que donne ce regard européen sur la cause des femmes ?**

Une vision panoramique de ce qui se passe dans chaque pays. Et ce que je constate, c'est que ce sont les mêmes pays où l'antisémitisme monte qui connaissent également des atteintes aux droits des femmes. Comme si, quand le clignotant des droits se met au vert, il s'applique à tous les domaines et quand il vire à l'orange, tous les domaines sont menacés, les femmes, les homosexuels, les juifs, ...

### **Où se situe la Belgique dans la défense des droits des femmes ?**

Notre législation est plutôt favorable, que ce soit pour le congé de maternité, l'accès aux études et aux professions, l'égalité salariale, les quotas pour certains fonctions publiques. Les principes nous protègent bien.

Mais dans la réalité, c'est autre chose, surtout lorsqu'on regarde qui occupe les postes de décision, tant dans le monde économique que politique. Ainsi à Bruxelles, sur 19 bourgmestres, une seule femme; au Fédéral, 4 femmes ministres sur 16, une sur 8 au gouvernement régional wallon et deux à la Fédération Wallonie Bruxelles. Seuls les gouvernements régionaux bruxellois et flamands sont paritaires. Mais de manière générale, on peut dire que, tous partis et tous niveaux confondus, les femmes sont sous-représentées dans les exécutifs.

Alors qu'en 2015, elles sont actives dans toutes les sphères de la société, la représentation dans les médias est largement masculine: les experts interrogés, les invités sur les plateaux sont essentiellement des hommes, ce qui conforte l'image que le pouvoir et le savoir appartiennent aux hommes.

Une image que l'éducation véhicule aussi non seulement dans les contenus des manuels mais aussi par la manière dont sont présentées les filières - scientifique, technique, mathématique - largement genrées au masculin. Et lorsqu'une fille motivée termine son cursus de maçon, elle aura encore des difficultés à trouver un emploi.

### **Et en Europe en général, quelle est la situation ?**

Etant un ensemble de pays démocratiques, l'UE se positionne mieux que le reste du monde mais, par exemple, la toute grande majorité des familles monoparentales sont gérées par la mère et c'est là qu'il y a le plus haut taux de précarité, sans qu'une législation efficace le pallie. Ici l'utilisation de budgets genrés aideraient à voir si l'argent bénéficie vraiment autant aux femmes qu'aux hommes et si on soutient réellement les personnes qui en ont le plus besoin.

D'autre part, suite à des attaques menées par des milieux conservateurs et ultrareligieux, il y a pression sur le politique pour réduire certains droits, comme celui de l'accès à l'IVG. Dans certains pays, c'est interdit comme en Irlande ou en Pologne, des tentatives de reculs existent comme en Espagne, dans d'autres, des centres de planning familial doivent fermer faute de subsides, ou encore comme en Italie, des médecins de plus en plus nombreux invoquent la clause de conscience qui leur permet de refuser la pratique, mais ils le font sans informer sur l'alternative existante, alors que la loi les y oblige.

En Belgique, l'attaque est plus indirecte, avec la proposition de loi touchant l'extension de l'existence légale d'un enfant mort-né.

**Donc le combat n'est pas gagné ?**

Pas du tout, certaines remarques d'hommes veulent faire croire qu'on exagère dans nos revendications alors qu'on aurait tout obtenu. Et nous-mêmes avons cru que les droits acquis l'étaient pour toujours et donc le militantisme d'hier a diminué. La transmission intergénérationnelle n'a pas bien fonctionné, on n'a pas trouvé la bonne communication pour expliquer ce que devait être l'égalité hommes-femmes et la rendre incontournable, comme d'autres valeurs démocratiques qu'on n'oserait pas remettre en question.

**Vous me paraissez extrêmement motivée sur ce sujet !**

Oui j'y suis très investie parce que c'est en fait une cause transversale: si cette égalité était bien comprise, intégrée et pratiquée par tous, d'autres aspects du vivre ensemble seraient plus faciles à enseigner et la valeur essentielle du respect, qui manque beaucoup aujourd'hui dans de très nombreux domaines, serait vécu de manière plus naturelle par chacun.

**Revenons à votre engagement européen, concrètement ça marche comment le lobby européen des femmes ?**

Il s'agit d'une plate-forme qui regroupe des coordinations d'associations de 31 pays, les 28 Etats membres plus 3 candidats, ainsi que des organisations européennes qui toutes ensemble représentent plusieurs milliers d'associations qui défendent les droits des femmes. Nous effectuons un travail d'information et de sensibilisation auprès du Parlement et de la Commission pour faire bouger les lignes. Notre siège social est à Bruxelles où le CA se réunit deux fois par an et l'AG une fois. La stratégie à mettre en place est définie lors de ces assemblées, ensuite on échange entre nous par mail et un secrétariat d'une dizaine de personnes, stagiaires comprises, étudie les dossiers de fond, organise les rencontres et prépare les textes qui seront discutés.

Chaque coordination nationale a deux représentantes, une permanente et une suppléante au CA, l'information est amenée par ces représentantes avant d'être analysée et une synthèse d'objectifs et d'actions réalisée. L'ensemble constitue donc une réelle force de propositions, qui monte vers les institutions européennes mais aussi retourne dans chaque pays.

**Sur quel thème travaillez-vous et comment vous faites-vous connaître ?**

Actuellement, on milite pour une Europe libre de prostitution. A cet effet, on étudie ce qui se passe dans les pays qui ont déjà mis en place une législation dans ce sens, on compare avec ceux qui ont choisi l'option contraire, on prépare une campagne, des dossiers, et chacune repart chez elle avec ces informations et une stratégie de conscientisation selon l'orientation décidée.

Nous passons régulièrement dans les médias, comme sur Euronews, nous rencontrons les commissaires européens, nous menons campagne sur les réseaux sociaux et ces campagnes, à la fois cohérentes et coordonnées au niveau des objectifs, sont aussi adaptées au contexte local.

Ainsi, au moment des élections européennes de 2014 fut lancée la campagne **50/50 pour la parité sur les listes**. Elle a d'abord été traduite en anglais puis déclinée dans plusieurs langues. Il y a eu un colloque, des rencontres avec des parlementaires européens et, dans tous les documents, le même logo, qui donnait ainsi une unité visuelle.

**L'approche est-elle différente avec les nouveaux pays adhérents ?**

Une task force a été mise en place pour les nouveaux membres de l'Europe Centrale qui vivent parfois différemment les problèmes, même si les principales questions existent partout : précarité, stéréotypes, violences et restriction ou interdiction des droits à l'IVG sont les 4 problèmes essentiels à travailler.

**Pensez-vous que les combats d'hier du féminisme sont encore les combats d'aujourd'hui ? On sent parfois un retour de l'idéal de la femme au foyer, de la femme-mère d'abord etc. revendiqué par les jeunes femmes elles-mêmes, pourtant diplômées et libres de leur vie.**

Le combat du féminisme est un projet de société, l'égalité à acquérir et à défendre est inscrite dans ce projet de société, et cette égalité implique les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Mais le féminisme n'est pas là pour satisfaire les choix individuels spécifiques à l'un ou l'autre sexe, à l'une ou l'autre personne. Le droit au choix doit exister pour les hommes comme pour les femmes et la société, par sa solidarité, permet de créer les mêmes conditions de choix. Ensuite chacun gère sa vie comme il le souhaite, selon des manières différentes, toutes respectables mais en assumant ses choix et leurs conséquences.

Merci, Madame Teitelbaum, de m'avoir accordé cet entretien et d'avoir partagé avec force vos convictions. A propos de nombreux problèmes que nous vivons, on nous le répète souvent: la solution ne peut être qu'européenne. On dirait que vous voulez nous le démontrer !

**Quelques liens utiles invitant les enseignants et éducateurs à poursuivre la réflexion**

Le conseil des femmes <http://www.cffb.be/>

Le blog de Mme Teitelbaum <http://www.vitelu.be/>

Et l'article qui a retenu mon attention <http://www.lalibre.be/debats/opinions/mais-quelle-egalite-55b72f003570b54652f98ed1>

Le lobby européen des femmes <http://www.womenlobby.org/?lang=fr>

Interview et synthèse :

*Th. Jamin*

**Intéressés par les questions de genre ?**

Même s'il est permis d'adopter une attitude réservée à l'égard de la théorie «pure» du seul acquis culturel et social des comportements masculins et féminins, il est impossible de nier le rôle essentiel (déterminant ?) que joue l'éducation dans ceux-ci.

C'est pourquoi en 2013, les programmes français ont fait entrer dans les manuels la présentation de ce sujet. Ce qui, bien évidemment, a provoqué des controverses, dues aussi bien à des problèmes de fond qu'à une méconnaissance totale des positions scientifiques sur la question.

On peut approcher le sujet par les articles suivants :

- Une collection consacrée à cet angle de vue <https://www.unige.ch/etudes-genre/questionsdegenre/>
- Des outils émanant du Conseil de l'Europe [https://www.coe.int/t/dg4/youth/Source/Resources/Publications/Gender\\_Matters\\_fr.pdf](https://www.coe.int/t/dg4/youth/Source/Resources/Publications/Gender_Matters_fr.pdf)
- Des échos de la polémique française
  - o <http://rue89.nouvelobs.com/rue69/questions-genre>
  - o [http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/05/25/masculin-feminin-cinq-idees-recues-sur-les-etudes-de-genre\\_3174157\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2013/05/25/masculin-feminin-cinq-idees-recues-sur-les-etudes-de-genre_3174157_3224.html)
  - o <http://www.la-croix.com/Ethique/Actualite/Que-faut-il-savoir-sur-la-question-du-genre-2013-11-13-1059947>

On peut aussi aller visiter l'exposition que nous présentons en **page 20** de ce BI...